



COUPES ET RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

À QUI LE TOUR ?

Aujourd'hui 14 Août, les personnels de la protection judiciaire de la jeunesse se mobilisent et sont en grève.

Ils luttent pour sauver et préserver leurs emplois.

Fin juillet, la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse leur annonce une casse sociale sans précédent. Dans une direction qui fonctionne beaucoup avec la présence de contractuels, des centaines de contrats ne seront pas renouvelés plongeant les services de la PJJ face à une charge de travail et des missions qui ne pourront jamais être absorbées. Là où la précarité des contrats le permet, la DPJJ le fait.

La CGT Insertion Probation apporte son soutien aux camarades et collègues de la PJJ en lutte pour sauver des centaines d'emploi et un service public de qualité!!!

Nous ne pouvons nous empêcher de faire le parallèle avec les coupes budgétaires annoncées par la DAP cette année et pour lesquelles la CGT IP n'a eu de cesse d'alerter la DAP. Si la DAP se voulait alors rassurante sur les crédits de missions (aménagements de peine, actions et projets d'insertion...); aucune certitude n'était malgré tout avancée concernant les budgets de fonctionnement.

6 mois plus tard, les restrictions liées au budget de fonctionnement ne cessent d'impacter les SPIP. Du simple rappel des règles de bonnes conduites concernant les économies d'énergies, aux restrictions concernant les fournitures, en passant par les demandes de formation/jurys des agents refusées au prétexte que leurs frais de déplacement ne seront pas pris en charge, la qualité de vie au travail pour les personnels travaillant en SPIP se dégradent au titre de politiques d'austérité qui n'ont que faire du respect du bien-être des agents, de leurs conditions de travail et de la possibilité d'exercer nos missions dans l'intérêt des personnes qui nous sont confiées.

La CGT Insertion et Probation, organisation majoritaire en SPIP continue d'alerter et tire la sonnette d'alarme. La CGT Insertion Probation voyait juste. Les coupes se poursuivent allant même jusqu'à toucher les crédits sur lesquels la DAP se voulait rassurante en début d'année et qui ont des conséquences sur le cœur des missions des SPIP. De nouvelles consignes des DI questionnent et inquiètent puisqu'il est annoncé par endroits que des actions culturelles et d'insertion devront être annulées jusqu'à la fin d'année. Pire, certaines actions et projets réalisés sur les derniers mois pourraient ne pas être payés.

Au regard de la surcharge de travail dans chaque service et du refus de la DAP de réviser les organigrammes de référence, la CGT Insertion Probation s'inquiète d'ores et déjà de la possible absence de création de postes en SPIP pour 2025, comme ce fut déjà le cas en 2024 !

JUSQU'OU LES POLITIQUES D'AUSTERITE VONT ELLES ALLER ? PJJ/ SPIP : TOUTES ET TOUS CONCERNE.E.S

COMME A LA PJJ LES PERSONNELS EN SPIP NE POURRONT-ILS BIENTÔT PLUS FAIRE FACE AUX PRISES EN CHARGE ET A L'EXERCICE DE LEURS MISSIONS ?

**SOYONS SOLIDAIRES SOYONS COMBATIF.VES
NOUS NE LACHERONS RIEN !**